

## Le socialisme garde-t-il une pertinence quelconque pour les sociétés post-communistes ?\*

*Włodzimierz Brus et Kazimierz Laski*

Si nous posons la question contenue dans le titre de cette contribution, ce n'est pas seulement en ayant à l'esprit son intérêt général éventuel, mais aussi compte tenu de notre souhait de vérifier la validité des conclusions de notre livre *De Marx au marché : le socialisme à la recherche d'un système économique*, achevé en 1988 et publié en 1989 (Brus, Laski, 1989). Ces conclusions, tirées de l'analyse de l'évolution du « socialisme réel » dans les pays communistes, soulignaient la « tendance de plus en plus forte en direction du socialisme de marché proprement dit ». L'expression « proprement dit » cherchait à distinguer ce dernier non seulement du « socialisme réel » mais aussi des versions antérieures du socialisme de marché, y compris celle d'Oskar Lange (Lange, 1936), qui dans l'ensemble limitaient la sphère de la coordination par le marché (au sens de Kornai, 1986) au seul marché des produits. Le « socialisme de marché proprement dit » devait étendre la coordination par le marché au capital et au travail, tandis que l'élément « socialiste » était supposé se trouver déterminé principalement par l'héritage communiste d'une proportion très élevée du secteur public dans l'économie, impossible à éliminer à court terme. En outre, certaines activités étaient présentées comme relevant en principe du secteur public (les infrastructures physiques et sociales, certains types particuliers d'entreprises). L'économie

---

\* La recherche pour cette contribution a bénéficié d'une aide du Leverhulme Trust, Londres.

post-communiste était donc envisagée comme une économie *mixte*, avec un fort secteur public « cohabitant » avec le secteur privé plus faible durant une période relativement prolongée. En conséquence, le rôle de l'État était destiné à demeurer important dans la gestion de l'économie, avec une planification en vue du plein-emploi à long terme, une redistribution des revenus et d'autres mesures allant au-delà des politiques macro-économiques conventionnelles pratiquées dans les systèmes de marché capitalistes. Au bout du compte, nous entendions le socialisme comme un système socio-économique délimité dans le sens traditionnel, différant du capitalisme essentiellement par sa structure de propriété, dont dérivent la plupart des autres attributs socialistes. Même si notre « socialisme de marché proprement dit » n'était pas destiné à être l'ultime aboutissement systémique de l'évolution du « socialisme réel », il était encore considéré dans le livre comme un édifice *relativement stable* (« v seryoz ee na dolgo » – sérieux et durable, pour paraphraser Lénine à propos de l'introduction de la NEP en 1921), et non pas simplement transitoire et destiné à être réduit rapidement.

2. Avant de confronter ces propositions aux réalités des anciens pays communistes au cours de la période consécutive à 1989, observons que le terme d'« évolution » n'est guère applicable au processus en question. Malgré tous les éléments de l'héritage – inévitable après plus de quatre, et dans le cas soviétique sept décennies d'existence du « socialisme réel » – une discontinuité évidente s'est manifestée entre les périodes antérieure et postérieure à 1989 (ou 1991 pour l'ancienne Union soviétique) au sein de la sphère économique, aussi bien dans les activités réelles que dans les perceptions, et de façon la plus manifeste dans le système politique, où le règne du parti unique a laissé la place au pluralisme. Il faut cependant noter que malgré cette rupture politique décisive pour le changement socio-économique, dans la plupart des pays centre-européens, de même que dans les pays baltes (mais pas en Russie, ni dans nombre d'États post-soviétiques). L'État en tant que tel a continué de fonctionner, capable de maintenir l'ordre, d'introduire et de mettre en œuvre la législation, d'imposer et de collecter les impôts, etc. ; ce facteur semble avoir été de la plus grande importance pour le processus au cours duquel le concept de *réforme* du système précédent a laissé irrévocablement la place à la notion de *transformation*, reflétant la nature révolutionnaire du changement.

Les propositions avancées dans notre ouvrage n'ont été confirmées dans les réalités post-communistes *que dans un sens très étroit et limité* : même en Europe centrale (à l'exception de l'ancienne RDA) ou dans les États baltes, la transformation de la structure de la propriété, particulièrement dans la grande industrie, s'est révélée difficile et prolongée. Dans les cas où la privatisation – sous une forme ou sous une autre – a été effectuée rapidement, elle a été souvent superficielle, maintenant le contrôle étatique sous une forme déguisée,

comme en République tchèque, et frauduleuse (la Russie étant le cas extrême mais non isolé). C'est ainsi qu'un genre d'économie mixte est effectivement devenu une nécessité pour une certaine période.

*Toutefois, les implications systémiques de cette mixité ont été très différentes de tout concept de socialisme de marché, y compris notre « socialisme de marché proprement dit ». En premier lieu, le processus spontané de « privatisation par en-bas », à savoir la création de nouvelles entreprises privées effectuée sur une vaste échelle, a entraîné un changement substantiel des proportions entre les secteurs privé et public dans la plupart des économies post-communistes. Deuxièmement, le processus de privatisation s'est rapidement étendu à des domaines antérieurement considérés comme relevant par principe de la sphère publique, tels que la banque, le transport, la santé, l'éducation, etc. Troisièmement, la conservation d'entreprises publiques est devenue manifestement une exigence provisoire et intérimaire destinée à être dépassée dès que possible, en aucune manière considérée comme un élément constitutif d'un système même seulement relativement stable. Quatrièmement, l'intervention de l'État dans l'économie a été de plus en plus dépourvue de l'ambition de coordonner cette dernière dans son ensemble par des moyens allant au-delà de politiques monétaire et budgétaire conventionnelles ; aucune tentative n'a eu lieu en vue d'établir un mécanisme d'allocation des ressources à l'échelle de l'économie entière, même selon le modèle de la planification indicative à la française. Tout cela, sur le fond d'une attitude populaire générale fortement négative à l'égard du socialisme engendrée par l'amère expérience passée, a déterminé l'orientation du changement dans l'Europe post-communiste : le processus de transformation évolue de façon persistante en direction d'un système *capitaliste*. Malgré une certaine diminution de l'euphorie pro-capitaliste au cours de la dernière décennie, la tendance générale ne montre aucune inflexion significative par rapport à celle exprimée par l'un des penseurs du social et du politique les plus radicaux à gauche, feu Ralph Miliband : « au cours des cent années écoulées, il n'y a probablement eu aucune époque au cours de laquelle le capitalisme comme système mondial ait été moins menacé de mise en cause fondamentale, en comparaison d'aujourd'hui » (Miliband, 1994).*

Ceci ne signifie pas, bien entendu, qu'aucune question ne soit posée dans les pays post-communistes sur la façon dont le processus de transformation se déroule ou à propos de la destination de long terme. Mais de telles questions, aussi importantes soient-elles, ne portent pas sur l'alternative socialisme-capitalisme. Dans le cas où elles touchent à des problèmes idéologiques fondamentaux concernant les systèmes socio-économiques, elles tournent habituellement autour du thème « quel type de capitalisme ? », comme l'exprime le titre du livre d'un économiste polonais (Wilkin, 1995). De façon significative, et quel que soit le rôle de la « dépendance du chemin suivi »

(*path-dependance*) (Stark, 1992 ; Chavance et Magnin, 1995) dans la détermination *des voies et des moyens* de la transformation, cette évolution fondamentale s'opère d'une manière similaire dans tous les pays considérés. Elle semble aussi indépendante de la couleur du gouvernement, les exemples les plus frappants étant fournis par la Pologne et la Hongrie, où des victoires électorales massives des partis de gauche non seulement n'ont pas arrêté la « construction du capitalisme », mais (en Hongrie tout au moins) ont même accéléré le processus, y compris l'élargissement des inégalités de revenu et de richesse. On observe une tendance similaire en Chine malgré la rhétorique sur « le socialisme avec des caractéristiques chinoises ».

3. Cette contribution aurait pu s'achever ici, gagnant peut-être une place dans le livre des records pour sa brièveté : pour ce qui concerne le socialisme défini de façon traditionnelle – et celui-ci semble le seul qui prétend justement caractériser un système délimité (Sik, 1991) – la réponse à la question de notre titre est sans équivoque aucune : il est dépourvu de toute pertinence pour les sociétés post-communistes. Plus généralement, il est clair que le socialisme ne peut plus prétendre succéder au capitalisme, comme le voudraient les marxistes, mais pas davantage jouer le rôle de substitut au capitalisme dans les pays ayant manqué la première révolution industrielle, ainsi que le suggérait Joan Robinson (1960). L'abandon du rôle dominant du secteur public dans l'économie ainsi que de la planification étatique centralisée, considérés comme fondamentalement inefficaces, a été aussi répandu – bien que moins spectaculaire – dans le tiers-monde que dans les anciens pays communistes.

Cependant, la question figurant dans notre titre peut être reposée sans la contrainte de la définition traditionnelle, ou plutôt orthodoxe – du socialisme. La transformation post-communiste tout au long de la décennie écoulée a présenté à foison les défauts pour lesquels le capitalisme a été constamment et justement critiqué par les socialistes de diverses écoles, tant marxistes que non marxistes : crise, chômage, inégalités excessives de revenu et de richesse, incertitude, rupture de la cohésion sociale, commercialisation de la culture (Kowalik, 1998). Les remèdes socialistes sont-ils inadaptés à traiter de tels maux au cours de la transformation, tant dans la façon dont elle est menée qu'à propos de la direction dans laquelle il serait préférable que le processus évolue ? S'il est difficile de donner une réponse sans ambiguïté à la question ainsi reposée, c'est à cause de l'indétermination de la notion de « remèdes socialistes » quand on la compare aux principes déterminés du socialisme orthodoxe.

Peut-on surmonter cette difficulté en considérant l'expérience, tant conceptuelle que pratique, de la social-démocratie ouest-européenne, particulièrement dans la mesure où les partis politiques de gauche dans les pays

post-communistes se définissent eux-mêmes souvent comme sociaux-démocrates ? Quoiqu'il en soit, un tel examen paraît nécessaire pour notre sujet.

4. Depuis la première guerre mondiale, quand le mouvement socialiste international se divisa en une aile communiste et une aile social-démocrate, cette dernière a été perçue comme différant sous de nombreux aspects de la première, en particulier par son accent mis sur la démocratie pluraliste – plutôt évolutionnaire que révolutionnaire – pour ce qui concerne tant la voie menant au système socio-économique visé, que ce système lui-même. Cependant le mouvement avait toujours pour but de remplacer le capitalisme par le socialisme, et la transformation de la structure de la propriété était considérée comme l'instrument indispensable pour réaliser la justice sociale et le contrôle social, en tant que finalités en elles-mêmes mais aussi comme moyens d'accroître l'efficacité économique. Les modalités social-démocrates d'instauration du socialisme devaient avoir un caractère graduel, à travers des réformes partielles, mais la nature et la direction du changement envisagés désignaient encore des méga-transformations : ce qui était en jeu était bien un « isme ». Même le parti travailliste anglais, qui n'était pas marxiste, semblait en 1945 emprunter la voie indiquée par la « clause 4 » de ses statuts : celle de la propriété commune des moyens de production et d'échange, et par conséquent du rôle fortement élargi de l'État dans l'allocation des ressources.

L'évolution ultérieure au cours de la période consécutive à la seconde guerre mondiale allait cependant modifier tout cela. Il y eut des tentatives sporadiques d'emprunter à nouveau le chemin indiqué ci-dessus : en France en 1981, tout de suite après la première victoire présidentielle de Mitterrand ; en Grèce, au cours de la période initiale du premier gouvernement du PASOK de Papandreou en 1981-85 ; peut-être aussi en Suède sous la forme de l'accumulation de « fonds salariaux » qui, selon les prévisions de leur défenseur R. Meidner, étaient destinés à « contrôler environ la moitié de la valeur des entreprises suédoises dans les vingt ans à venir » (c'est-à-dire vers le milieu des années quatre-vingt), devenant « la façon opérationnelle de satisfaire les aspirations radicales et socialistes d'une large part de l'électorat social-démocrate » (Vartiainen, 1998). *Toutes ces tentatives se sont soldées par un échec*, de même que les idées conjointes de planification nationale (ou même supra-nationale, comme l'avait suggéré l'économiste socialiste anglais Stuart Holland) et d'autres formes de contrôle global de l'économie. « Les mesures destinées à planifier, à contrôler ou à nationaliser les entreprises privées, si présentes dans les débats de la gauche au cours des années soixante-dix, ont disparu sans laisser guère de trace, à l'exception d'une hostilité du monde des affaires envers l'ensemble du modèle social-démocrate » (Glyn, 1998).

Assurément, dans les pays évoqués et dans un certain nombre d'autres, des réformes *institutionnelles* se sont déroulées qui ont impliqué des modifications,

parfois significatives, du système capitaliste, améliorant la possibilité de réaliser les objectifs sociaux-démocrates de plein-emploi, d'égalité accrue dans la répartition, de plus large accès à l'éducation et à la santé, et même de certains changements dans le contrôle sur l'allocation du capital et l'organisation du travail. Nous pensons ici à divers forums organisés à l'échelle nationale, réunissant les représentants des employeurs et des employés afin de négocier les grandes questions de la répartition (pas seulement les salaires mais aussi, comme en Autriche, les prix, les prestations sociales, les conditions de travail, etc.), les formes institutionnalisées de participation des travailleurs à la gestion de l'industrie (par exemple les travailleurs-directeurs en Allemagne), des institutions consultatives composées de représentants des divers acteurs économiques et chargés de conseiller, d'examiner et même de participer à la formulation des grandes options des politiques économiques du gouvernement (ainsi le Commissariat au plan français ou le Conseil du développement économique national anglais). Toutefois le problème avec de telles innovations institutionnelles, dans le cadre de la présente discussion, est le suivant : en premier lieu, dans quelle mesure peuvent-elles être qualifiées de socialistes, dans le sens minimal de contribuer à long terme au mouvement d'éloignement du système capitaliste ; ne s'agit-il pas simplement de structures corporatistes qui émergent dans certaines conditions sans aucune référence à une transformation socialiste ou même qui deviennent des moyens d'empêcher une telle transformation (l'Italie fasciste peut être ici considérée comme un cas extrême) ? Deuxièmement, quel est leur degré de viabilité ? Il semble que sous ces deux rapports il soit difficile de trouver une consolation en termes de référents socialistes pour cette version du projet social-démocrate. Les structures corporatistes se voient en général dénier en elles-mêmes la caractérisation de « socialistes » par les défenseurs du socialisme, sans prendre en compte leurs rapports de pouvoir interne ni par conséquent le sens de leurs politiques ; ce sont surtout leurs opposants qui tendent à présenter les limitations corporatistes (ou autres, pour la même raison) vis-à-vis du marché libre comme des vecteurs des germes empoisonnés du socialisme, tout en employant ce dernier terme comme une insulte. Pour ce qui concerne la viabilité, la situation est mitigée : la plupart de ces institutions (mais certainement pas toutes) continuent d'exister, cependant leur effectivité diminue dans toute l'Europe, y compris dans des bastions du corporatisme tels que l'Autriche, la Suède ou les Pays-Bas, malgré des bases culturelles plus solides qu'ailleurs pour de telles structures.

Les raisons de la disparition plus ou moins rapide des réformes *institutionnalisées* des systèmes capitalistes, et donc de l'évanouissement de leurs aspirations socialistes, résident dans les changements structurels qui s'opèrent dans les fondements économiques et sociaux du monde contemporain, particulièrement dans sa sphère développée : modifications dans la composition

de classe, dues parmi d'autres causes à l'extension de l'actionnariat et de l'épargne qui conditionne le développement d'une sorte de « mentalité de rentier » ; au poids spécifique en augmentation rapide des services vis-à-vis de la production manufacturière ; au développement explosif d'une « économie de l'information » ; à la globalisation et à ses effets sur la domination du capital financier vis-à-vis du capital industriel. Tous ces changements affectent les façons traditionnelles de traiter les problèmes socio-économiques. À l'opposé du spectre, l'effondrement spectaculaire de la planification centrale communiste a contribué puissamment à cette évolution.

La *dernière ligne* de « remèdes socialiste » possibles en vue de soigner les maladies de la transformation post-communiste devrait semble-t-il être cherchée dans les *politiques* économiques et sociales de l'État interventionniste. La question de leur caractère socialiste apparaît une fois encore. Ainsi, Michael Kalecki qui pensait que les politiques d'après la seconde guerre mondiale consistant à fermer l'écart de la demande globale et à mettre en place l'« État-providence », pouvaient éventuellement signifier une « réforme fondamentale » du capitalisme, n'a jamais employé dans son article sur ce sujet, qui fut le dernier qu'il ait écrit, les termes « socialistes » ni même « d'orientation socialiste » (Kalecki, Kowalik, 1971). Les politiques interventionnistes associées, tout au moins jusqu'à une période récente, avec le succès des années fastes 1949-1973, n'avaient pas été nécessairement menées par les seuls partis sociaux-démocrates dans le monde occidental, cependant le recul de la plupart de ces politiques au cours de la période suivante est largement interprété comme le « reflux de la social-démocratie. Dans presque tous les pays où survivent des régimes sociaux-démocrates, ils se trouvent sur la défensive, luttant en vain contre des problèmes que, il y a moins d'une génération, ils croyaient avoir résolus. » (Gray, 1998) Une telle position défensive n'implique nullement des revers électoraux. Bien au contraire : il n'y a probablement jamais eu auparavant en Europe de l'Ouest autant de gouvernements socialistes, travaillistes ou de « centre-gauche ». Mais d'une façon fort similaire à la manière dont des gouvernements non-socialistes ont mené en Europe des politiques désignées aujourd'hui comme « social-démocrates » (on raconte que Margaret Thatcher qualifiait même Edward Heath de socialiste), les partis de gauche aujourd'hui victorieux reprennent à la droite des orientations fondamentales concernant le marché, une monnaie saine et la prudence budgétaire, une approche individualiste de la sécurité sociale, etc. Il est tout à fait significatif que le concept de « troisième voie » – conçu pendant longtemps comme un système intermédiaire entre le socialisme d'État d'un côté et l'économie de marché de l'autre, et habituellement attribué à la social-démocratie – soit aujourd'hui interprété dans le parti travailliste anglais, sans doute le plus influent de son genre en Europe, comme « n'étant pas néo-libéral ou *social-démocrate* (c'est nous qui soulignons, WB et KL) mais quelque chose

de différent : une véritable troisième voie » (Le Grand, 1998). Que nous acceptions ou non cette innovation (terminologique) est sans importance. La véritable question est de savoir si cette distinction subtile, souvent floue, entre la nouvelle « troisième voie » et le néo-libéralisme, avec ses conséquences pragmatiques anticipées, est une cause du soutien envers la gauche ? Ou bien les bases de ce soutien se situent-elles au niveau plus général du large ensemble d'idées sociales encore partagées, qui conduit même un critique aussi convaincant des idées socialistes que Joseph Stiglitz à paraphraser le mot d'esprit de Mark Twain à propos du caractère prématuré de l'annonce de son décès, et à apposer un point d'interrogation à la fin du titre de son livre *Où va le socialisme ? (Whither Socialism ?)* (Stiglitz, 1994) ?

5. Il semble qu'il n'y ait qu'ici – dans l'opposition de la « nouvelle troisième voie » au néo-libéralisme et dans « le large ensemble d'idées sociales partagées » – que l'on puisse trouver des *vestiges de la pertinence du socialisme* pour la transformation post-communiste (le suffixe « *isme* » est évidemment inadapté si on l'interprète dans le sens d'un système socio-économique spécifique). La pertinence du « large ensemble d'idées sociales » d'inspiration socialiste, dérive dans une grande mesure du rejet sur une échelle relativement étendue du genre de capitalisme dans lequel les pays post-communistes se sont trouvés après la révolution, et que des forces puissantes, tant internes qu'extérieures, veulent maintenir et élargir, en évitant de préférence les situations extrêmes problématiques, mais en préservant les fondements de type *laissez-faire*. L'adéquation de la « nouvelle troisième voie » possède des racines plus pragmatiques qu'idéologiques : elle résulte de la nature même des défis structurels qu'il est nécessaire de relever *dans le cadre* de la transformation capitaliste. Sans chercher à établir un catalogue exhaustif, il faut relever des thèmes tels que la lutte contre le chômage tout en évitant de tomber dans une spirale inflationniste ; le dépassement de la structure sectorielle obsolète et de l'arriération technologique de nombreux domaines de l'économie ; la stimulation de la concurrence tant par la dérégulation que par une régulation correctement centrée sur l'opposition aux tendances monopolistes souvent créées par les bourdes de la privatisation ; l'atténuation des différences disproportionnées de revenu et de richesse et le combat contre la pauvreté ; la réalisation du développement à long terme de l'éducation, de la santé, de la protection pour les enfants, les personnes âgées et les handicapés. Inutile de préciser que les moyens pragmatiques suggérés par la « nouvelle troisième voie » dépendant dans une mesure considérable de politiques actives de l'État central et des gouvernements locaux, combinés à diverses formes de coopération du capital et du travail, sont fortement contestés par les adeptes de l'efficacité suprême des marchés libres dans la résolution de tous les problèmes de la transformation structurelle. Juger du cas des échecs du marché par



opposition aux échecs du gouvernement dépasse les objectifs de ce texte, tant de façon générale que dans le contexte spécifique de la transformation à un niveau déterminé du développement de pays donnés. Notre but était simplement de délimiter l'espace dans lequel une pertinence de l'héritage socialiste, aussi limitée et litigieuse fût-elle, pourrait éventuellement subsister. Ce point requiert quelques développements que nous ébauchons ci-dessous.

L'échec du socialisme ne réside pas dans le but qu'il a tenté d'atteindre ; c'est le remède sous la forme de la nationalisation des ressources et de la planification centrale qui a échoué. Mais les maladies du capitalisme qu'il avait cherché à éliminer n'ont pas disparu du fait de l'effondrement du communisme ; il se pourrait bien qu'elles se soient paradoxalement aggravées, car l'idéologie du capitalisme triomphant est devenue trop sûre d'elle-même et elle ne rencontre plus certaines limites qui devaient être respectées dans la période antérieure de confrontation entre deux systèmes opposés.

Comme nous l'avons indiqué, le concept d'une « troisième voie » interprété comme un système intermédiaire de propriété des ressources économiques est inutilisable désormais. Cependant, s'il est vrai qu'aucune activité économique soumise au principe du profit ne devrait être soumise à une quelconque nationalisation, la position entièrement contraire, à savoir le dogme selon lequel toute activité privée est *a priori* toujours plus efficace que celle d'entités étatiques, et que par conséquent tout doit être privatisé, doit être écartée aussi.

Mais quelle que soit la signification de la propriété et d'autres dimensions institutionnelles, le principal aspect de la nouvelle « troisième voie » est la *politique économique et le rôle de l'État* sous ce rapport. Les libéraux ont coutume de nos jours d'effacer la distinction entre les positions socialistes et keynésiennes, et comme l'économie marxiste a pratiquement disparu de la scène, la cible principale de la croisade libérale est maintenant devenue les partisans de l'interventionnisme, ainsi que la théorie de la demande effective en tant que base naturelle de ce dernier. Il est vrai qu'une fois dissipées les illusions liées au grand projet socialiste, la différence entre les keynésiens et les socialistes est devenue moins prononcée dans la mesure où les deux groupes cherchent à améliorer le système existant en donnant davantage à l'économie capitaliste un « visage humain ».

Les faiblesses systémiques du capitalisme sont fondamentalement liées à ses avantages systémiques. Le seul bien rare dans ce système est la monnaie, tandis que tous les autres biens, particulièrement les ressources productives, sont relativement abondants (dans le sens qu'ils sont incomplètement utilisés). La concurrence entre les vendeurs et les producteurs porte sur la monnaie qui est dans les mains des acheteurs. Conserver les parts de marché et les élargir n'est pas seulement la recette du succès, mais une nécessité de la simple survie. Telle est la source profonde de la créativité dans le système capitaliste, le moteur du progrès technique et organisationnel. D'un certain point de vue le

marché est un mécanisme miraculeux : bien que chaque individu n'agisse que dans son propre intérêt, la coordination de ces actions par le marché peut conduire à une situation où tous gagnent fondamentalement. Ce mécanisme miraculeux n'est cependant pas sans défaut, principalement à cause de trois facteurs : la coordination macro-économique, les effets externes et la répartition des revenus. Le premier facteur concerne avant tout le niveau d'utilisation des ressources : plus ce niveau est bas, plus la position de l'acheteur est forte et plus la flexibilité du système est élevée, mais simultanément plus le chômage est important. Les effets externes touchent ou bien aux activités qui ne sont pas effectuées à un niveau suffisant car leur utilité sociale ne se reflète pas pleinement dans les profits du producteur, ou bien à celles qui sont effectuées de façon trop étendue car leurs coûts sociaux ne retombent pas entièrement sur les producteurs. Pour ce qui concerne la répartition des revenus dans un mécanisme de marché, les propriétaires de ressources sont favorisés, ce qui peut engendrer des inégalités profondes entre les ménages privés ; la répartition des revenus révèle le conflit entre l'efficacité du marché et la justice sociale, quelle que soit la signification de cette dernière pour différentes catégories de gens.

Nous voudrions nous concentrer sur le premier facteur qui est le plus important et le plus controversé dans la théorie économique moderne. S'il est vrai, ainsi que le proclame la thèse essentielle de cette dernière, qui est de façon prédominante libérale, que tout ce qui sert l'individu sert également la société, la meilleure politique économique consiste à créer les conditions générales pour que les individus poursuivent leurs propres intérêts. La concurrence assurerait alors que ces actions individuelles soient compatibles et produisent les meilleurs résultats pour tous les participants au marché, y compris les pauvres. Les véritables amis des pauvres sont ceux qui soutiennent les riches, tandis que ceux qui essaient de soutenir les pauvres directement agissent en définitive au détriment non seulement des riches, mais aussi des pauvres.

Le sophisme de ce genre de théorie économique dominante réside dans l'oubli, ou tout au moins la sous-estimation, de la signification du flux circulaire du revenu et du rapport réciproque qui en résulte entre l'offre globale et la demande globale. Le paradoxe de l'épargne qui dit que la vertu individuelle d'épargner peut se transformer en vice social, ne peut être véritablement acceptée par la théorie économique libérale car il jette le doute sur son fondement même – le postulat de l'identité des intérêts individuels et sociaux. La proposition selon laquelle l'accroissement de la propension à épargner peut ne pas augmenter l'épargne globale, mais plutôt réduire le PNB en diminuant la dépense de consommation, – est assurément dure à avaler pour les partisans indiscriminés du libre mécanisme de marché.

Le paradoxe de l'épargne n'est pas un simple exemple que l'on trouve dans les manuels de macroéconomie ; les mêmes problèmes surgissent dans les plus importantes controverses économiques contemporaines. L'exigence libérale

standard est de réduire les déficits budgétaires car ils sont supposés nourrir l'inflation, tandis qu'on néglige le fait que la dépense déficitaire constitue une partie de la demande globale et ne peut facilement être remplacée par d'autres dépenses. Par conséquent, la poursuite d'une politique budgétaire restrictive dans les conditions d'une faible inflation ne peut réduire davantage cette dernière, mais elle accroît plutôt le chômage, qui atteint actuellement des niveaux très élevés.

La réduction des impôts est prônée comme moyen d'améliorer la situation économique. Cependant lorsque la dépense gouvernementale est simultanément réduite, l'effet d'une telle politique sera la chute du niveau d'emploi plutôt que son accroissement. Si l'on suivait l'exigence d'une interdiction légale du déficit budgétaire, il n'en résulterait pas seulement une élimination du stabilisateur automatique budgétaire, mais le système budgétaire serait aussi transformé en un *déstabilisateur* automatique de l'économie. Le cycle économique est assurément atténué par des déficits budgétaires dans sa phase basse et par des excédents budgétaires dans sa phase élevée – à supposer qu'on les tolère. Mais si le budget doit être obligatoirement équilibré à tout moment, le cycle serait accentué d'une part par des coupes dans les dépenses budgétaires au cours de la phase basse de l'emploi et des revenus budgétaires, d'autre part par l'augmentation de la dépense au cours de la phase haute. De façon similaire, la restriction dans la négociation salariale est généralement mise en avant comme la meilleure façon d'améliorer la situation de l'emploi. Une telle approche illustre la façon dont on considère les salaires uniquement comme un coût, et dont on néglige que ces derniers constituent l'un des facteurs les plus importants dans la détermination de la demande globale. Si des salaires plus bas peuvent sans aucun doute signifier des coûts plus faibles pour un producteur individuel, pour tous les producteurs considérés globalement, des salaires plus bas peuvent signifier des marchés réduits et une production plus faible. De ce point de vue, des salaires « rigides » ne sont pas néfastes pour l'économie ; au contraire – ils deviennent un élément stabilisateur en empêchant le pouvoir d'achat des revenus distribués de chuter davantage, lorsque la demande globale souffre de toute façon d'un faible investissement.

Les exemples cités ici illustrent bien la proposition selon laquelle la théorie de la demande effective constitue la base adéquate et nécessaire d'une politique interventionniste. Inutile d'ajouter que le type d'intervention étatique ébauché ici ne peut éliminer toutes les faiblesses de l'économie capitaliste. Si, comme tout au moins cela semble être le cas aujourd'hui, la propension à épargner à long terme excède la propension à investir à long terme, le problème ne peut être résolu au moyen des seules politiques budgétaire et monétaire. Dans de telles conditions, il faut réduire la propension à épargner et accroître la propension à investir – aucun de ces objectifs n'étant facile à atteindre. Le capitalisme demeurerait ainsi un système imparfait, même accompagné d'une

intervention compétente et effective de l'État. Mais comme il représente une meilleure alternative que les autres systèmes qui ont été expérimentés au cours de notre siècle fatidique, il est impératif de s'efforcer de le rendre « davantage humain » et en même temps plus efficace du point de vue de la société dans son ensemble. La pertinence actuelle des idées socialistes réside dans l'accent qu'elles mettent sur des politiques qui semblent favorables au mouvement dans une telle direction, y compris pour les pays post-communistes, malgré toute leur expérience malheureuse avec le socialisme de type soviétique.

### Bibliographie

- BRUS W. & LASKI K. (1989), *From Marx to the Market : Socialism in Search of an Economic System*, Clarendon Press, Oxford.
- CHAVANCE B. & MAGNIN E. (1995), « The Emergence of Various Path-Dependant Mixed Economies in Post-Socialist Central Europe », *Emergo*, Cracovie, vol. 2, n° 4, Autumn.
- GLYN A. (1998), « The assessment : economic policy and social democracy », *Oxford Review of Economic Policy*, vol. 14, n° 1, Spring.
- KALECKI M. & KOWALIK T. (1971), « Uwagi o « reformie przelomowej » » (en polonais), « Observations on the « Crucial Reform » », *Collected Works of Michal Kalecki*, vol. II, Clarendon Press, Oxford, 1991.
- KORNAI J. (1986), « The hungarian reform process : visions, hopes and reality », *Journal of Economic Literature*, December.
- KOWALIK T. (1998), « W jakim kierunku ? (Dans quelle direction ?) », en polonais, *Nowe Zycie Gospodarcze*, n° 2, 15, February, Varsovie.
- LANGE O. (1936), « On the economic theory of socialism », *Review of Economic Studies*, October 1936 et February 1937.
- LE GRAND J. (1998), « The Third Way Begins with Cora », *New Statesman*, n°6, March.
- MILIBAND R. (1994), « The new world order and the left », *Transitions to Democracy in a World Perspective*, n°5, January.
- ROBINSON J. (1960), « Marx, Marshall and Keynes », *Collected Economic Papers*, vol. 2, Basil Blackwell, Oxford.
- STARK D. (1992), « Path-dependance and privatization strategies in East central europe », *East European Politics and Societies*, n° 6.
- STIGLITZ J.E. (1994), *Whither Socialism ?*, MIT Press, Cambridge-London.
- SIK O. (ed.), (1991), *Socialism Today ? The Changing Meaning of Socialism*, Macmillan, Basingstoke (contributions de L. Balcerowicz et W. Brus).

- VARTIAINEN J. (1998), « Understanding swedish social democracy : victims of success ? », *Oxford Review of Economic Policy*, vol. 14, n° 1, Spring.
- WILKIN J. (1995), *Jaki kapitalism, jaka Polska ? (Quel type de capitalisme, quel type de Pologne ?)*, en polonais, PWN, Varsovie.